

**NOTE DE PRESENTATION**  
**BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE**  
**COMPTE ADMINISTRATIF 2023**

## **SOMMAIRE**

1	EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2023.....	P. 4
2	DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	P. 5
2-a	TABLEAUX RECAPITULATIFS DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT.....	P. 5
2-b	DETAIL DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT EN RECETTES.....	P. 6
2-c	DETAIL DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT EN DEPENSES.....	P. 14
3	DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT.....	P. 19
3-a	DEPENSES D'INVESTISSEMENT.....	P. 19
3-b	RECETTES D'INVESTISSEMENT.....	P. 22
3-c	EQUILIBRE SECTION D'INVESTISSEMENT.....	P. 25
3-d	RATIOS FINANCIERS ET ELEMENTS FINANCIERS.....	P. 26
4	RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2023.....	P. 27
4-a	SITUATION DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL AU 31.12.2023 EN MILLIONS D'EUROS.....	P. 28
4-b	ANALYSE DES VARIATIONS 2023 ET PROSPECTIVE 2024 EN MILLIONS D'EUROS HORS REFINANCEMENTS.....	P. 29
4-c	VENTILATION DE LA DETTE TOTALE EN MILLIONS D'EUROS.....	P. 30
4-d	PAR TYPOLOGIE DE RISQUES BUDGET PRINCIPAL.....	P. 31
4-e	DETTE HORS CHARTE ET A TAUX COMPLEXES AU 31.12.2023.....	P. 33
4-f	STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PREVISIONNELLE AU 31.12.23.....	P. 34

## **Introduction générale**

Ce rapport présente les résultats de l'exécution du budget 2023

Le compte administratif rend compte annuellement des opérations budgétaires exécutées à la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 décembre.

Le compte administratif est présenté au cours de la même session que le compte de gestion du Comptable Public. Le Conseil Municipal peut ainsi constater, pour les parties communes, la parfaite concordance de ces deux documents.

Ce rapport vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

## **L'EXECUTION DU BUDGET 2023 :**

Cette partie analyse l'exécution du budget 2023, voté le 4 avril 2023 et amendé par différentes décisions budgétaires modificatives approuvées par le Conseil Municipal (Décision Budgétaire Modificative 1 du 4 juillet 2023, Décision Budgétaire Modificative 2 du 26 septembre 2023, Décision Budgétaire Modificative 3 du 5 décembre 2023).

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

- 1) L'équilibre général du compte administratif 2023 ;
- 2) Le détail de la section de fonctionnement ;
- 3) Le détail de la section d'investissement ;
- 4) Le rapport annuel sur la gestion de la dette.

## 1) EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2023

### a) dépenses et recettes réelles

Montants en milliers d'euros	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes réelles de fonctionnement	69 834	77 254	110,63%		2 947	80 201
Dépenses réelles de fonctionnement	63 222	62 443	98,77%			62 443
<b>Résultat</b>		<b>14 811</b>			<b>2 947</b>	<b>17 758</b>
Recettes réelles d'investissement	29 505	16 308	55,27%	3 974		20 282
Dépenses réelles d'investissement	32 941	24 486	74,33%	3 974	6 124	34 584
<b>Résultat</b>		<b>-8 178</b>		<b>0</b>	<b>-6 124</b>	<b>-14 302</b>

### b) dépenses et recettes réelles et d'ordre budgétaire

Montants en milliers d'euros	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes de fonctionnement	78 940	78 399	99,31%		2 947	81 346
Dépenses de fonctionnement	78 940	72 790	92,21%			72 790
<b>Résultat</b>		<b>5 609</b>			<b>2 947</b>	<b>8 556</b>
Recettes d'investissement	41 025	27 265	66,46%	3 974		31 239
Dépenses d'investissement	41 025	26 242	63,97%	3 974	6 124	36 340
<b>Résultat</b>		<b>1 023</b>		<b>0</b>	<b>-6 124</b>	<b>-5 101</b>

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement 2023 s'établit donc à **8 556 K€**.

Le résultat cumulé de la section d'investissement 2023 s'établit à **- 5 101 K€**.

## 2) DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT

### a) tableaux récapitulatifs des opérations de fonctionnement

La chambre Régionale des comptes avait souligné l'objectivité des crédits inscrits par rapport aux réalisations, tel sera encore le cas cette année avec un taux de réalisation au-delà des 107 % en recettes et des 99 % en dépenses.

Nous soulignons ici le maintien de la ligne de conduite qui nous anime dans chaque élaboration budgétaire, à savoir une estimation prudentielle de nos recettes et une optimisation de nos dépenses.

#### Recettes et dépenses réelles de fonctionnement :

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes réelles de fonctionnement	69 834	77 254	110,63%		2 947	80 201
Dépenses réelles de fonctionnement	63 222	62 443	98,77%			62 443
<b>Résultat</b>		14 811			2 947	17 758

#### Recette et dépenses réelles et d'ordre de fonctionnement :

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes de fonctionnement	78 940	78 399	99,31%		2 947	81 346
Dépenses de fonctionnement	78 940	72 790	92,21%			72 790
<b>Résultat</b>		5 609			2 947	8 556

Le résultat d'exécution de la section de fonctionnement s'établit à 5 609 K€ hors résultat reporté.

Le résultat cumulé de fonctionnement constitué du résultat d'exécution et du résultat reporté de 2022 atteint 8 556 K€ ; ce montant représente le résultat à affecter qui devra financer en priorité le déficit d'investissement.

## **b) détail des chapitres de fonctionnement en recettes**

### **- Les produits de fiscalité**

L'évolution du produit est à mettre en lien avec la revalorisation forfaitaire des bases fiscales, les taux de la commune ayant encore été maintenus constants, comme cela a été systématiquement le cas depuis 2009. Pour 2023, la revalorisation s'est établie à 7,1 %, ce qui explique en très grande partie la forte augmentation du produit entre 2023 et 2022.

#### **Evolution du produit fiscal**

Montants en K Euros	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Produit fiscal	32 792	33 484	34 262	35 314	37 979
Evolution en volume		692	778	1 052	2 665
Evolution en pourcentage		2,11%	2,32%	3,07%	7,55%

La fiscalité directe locale constitue de loin le principal poste de ressources de notre collectivité.

Il est rappelé que depuis 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales ayant été supprimée, la commune bénéficie de la taxe sur le foncier bâti du département et du coefficient correcteur puisque la ressource dégagée est insuffisante.

Par ailleurs, il est rappelé que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires est toujours essentielle pour la commune.

Entre 2023 et 2022, si le produit global a évolué de 7,55 %, il convient de distinguer les variables constitutives de ce produit qui n'évoluent pas dans les mêmes proportions.

Montants en K Euros	2 022	2 023	Evolution
Produit du foncier bâti	25 101	26 902	7,18%
Coefficient correcteur	7 208	7 739	7,37%
Taxe d'habitation résidences secondaires	2 832	3 265	15,29%
Rôles supplémentaires	172	73	-57,56%

Le produit de foncier bâti ainsi que celui du coefficient correcteur évolue sensiblement dans des proportions analogues à celles de la revalorisation forfaitaire des bases fiscales.

Nous notons en revanche une évolution anormalement élevée du produit des taxes d'habitation sur les résidences secondaires, qu'il convient de mettre en correspondance avec la baisse toute aussi anormale du produit en 2022.

La Ville a ainsi déposé un recours gracieux auprès des services fiscaux en toute fin d'année 2023 pour une explication argumentée, d'autant plus qu'en 2022 des changements dans les méthodes d'évaluation des locaux avaient été mis en place, ce qui pourrait amener (analyse de la Ville) un élément d'explication à la perte de produit constatée en 2022.

## - Attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire

L'attribution de compensation a connu une forte évolution en 2023 avec le transfert des services techniques à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la charge transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2023 étant évaluée à cette date à 1 866 K€.

A l'opposé, la Ville a récupéré une partie de ce produit puisque la régularisation du transfert de la compétence eaux pluviales en 2020 pour la partie investissement avait entraîné le prélèvement par la Communauté d'Agglomération d'un montant de 254 K€ annuel, qui s'est terminé en 2022.

Compte tenu de tous ces éléments, le montant de l'attribution de compensation en 2023 s'est établi à 12 901 K€.

### Attribution de compensation en K€

2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
15 164	15 164	14 513	14 513	12 901
	0,00%	-4,29%	0,00%	-11,11%

## - Taxe sur les droits de mutation

Cette taxe était clairement source d'une de nos préoccupations majeures lors de l'élaboration du budget primitif 2023.

Toutes les conditions étaient réunies il est vrai pour que cette dernière subisse une grosse dégradation en terme de produit, mais une grosse incertitude pesait quant au niveau qu'elle atteindrait.

Les variables production de logements, typologie de logements, taux d'intérêt des prêts immobiliers, taux d'encadrement des prêts avaient leur importance mais il était extrêmement difficile de prévoir leur pouvoir de nuisance chacune en ce qui la concerne, dans un environnement dégradé.

Compte tenu de ces éléments nous avons basé nos inscriptions budgétaires sur une perte de produit de 700 K€ équivalente à environ 15 % par rapport à 2022.

Force est de constater que malheureusement cette perte de ressource s'est révélée supérieure à nos prévisions puisqu'elle a atteint 877 K€ soit -18,51 % par rapport au produit 2022.

Il est clair que le même exercice va se présenter à nous lors de l'élaboration du budget 2024, le contexte économique semblant néanmoins plus favorable en terme de taux d'intérêt pour les prêts immobiliers accordés aux particuliers.

### Droits de mutation en K€

2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
3 450	3 589	4 615	4 738	3 861
	4,03%	28,59%	2,67%	-18,51%

## - Autres taxes principales

La taxe de séjour représente désormais une taxe importante pour la Ville.

Il est vrai que ces dernières années, beaucoup de démarches ont été engagées pour l'optimiser.

Une des étapes fondatrices a été la mise en place d'une cellule dédiée à sa collecte au sein du service des finances, cette refonte de l'organisation étant accompagnée par l'acquisition d'un progiciel de gestion, qui nous permet en plus du suivi des hébergeurs d'avoir une grande lisibilité des aspects règlementaires de cette taxe, permettant sa mise à jour régulière.

Cela a été notamment le cas avec la mise en place d'une politique tarifaire adaptée qui a évolué régulièrement ces dernières années et qui a permis notamment d'inciter les hébergeurs à se recenser puis obtenir un classement.

Pour 2023, les statistiques qui nous sont parvenues font apparaître une nouvelle progression importante de la fréquentation, que nous pourrions valoriser une fois les derniers versements connus pour les hébergeurs numériques notamment.

### Taxe de séjour en K€

2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
279	183	285	357	351
	-34,41%	55,74%	25,26%	-1,68%

Dans les autres taxes principales, la seule évolution notable concerne le produit de la taxe sur l'électricité, d'autant plus que cette dernière a été réformée par l'article 54 de la Loi de Finances pour 2021 supprimant les taxes locales, pour les remplacer par la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) dont le recouvrement est désormais transféré à la DGFIP.

Nous nous interrogeons néanmoins pour 2023, sur la perception par la Ville de produits liés à la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) pour certains revendeurs d'électricité, ce qui explique notamment le produit majoré sur 2023.

### Autres taxes en K€

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
FNGIR	157	157	157	157	157
Taxes funéraires	18	17	4	0	0
Droits de place	52	31	13	41	29
Taxes sur les pylônes électriques	29	31	31	32	34
Taxe consommation finale électricité	1194	1149	1 250	1 233	1 448
Produit des jeux	56	31	30	52	26
Taxe locale publicité extérieure	259	273	282	282	279
<b>Total impôts et taxes</b>	<b>1 765</b>	<b>1 689</b>	<b>1 767</b>	<b>1 797</b>	<b>1 973</b>



## - Dotation générale de fonctionnement

Même si l'année 2017 a marqué la fin de la contribution au redressement des finances publiques par un prélèvement sur la dotation forfaitaire et des chutes vertigineuses de la dotation globale de fonctionnement, sa diminution s'est poursuivie de manière continue depuis.

La disparition de la dotation de solidarité urbaine liée à une perte d'éligibilité de la ville en 2017, ainsi que la perte de population DGF, en sont les principaux facteurs.

Pour corroborer ces éléments, il apparaît que la population DGF est passée de 53 604 habitants en 2019 à 52 239 habitants en 2023.

Ces éléments sont répercutés sur le montant de la dotation forfaitaire et c'est ainsi qu'entre 2022 et 2023, la perte d'environ 100 habitants a généré la perte d'un produit lié à l'écêtement d'environ 11 K€.

La dotation nationale de péréquation a pour principal objet d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes. Elle résulte de l'intégration du Fonds national de péréquation dans la dotation globale de fonctionnement en 2004.

Elle comprend deux parts : une part dite « principale », qui vise à corriger les insuffisances de potentiel financier et une part dite « majoration », plus spécifiquement destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal calculé par seule référence au panier de ressources s'étant substitué à l'ancienne taxe professionnelle, celle-ci ayant été supprimée par la loi de finances pour 2010.

Il faut être bien conscient que les communes dites « éligibles » à cette dotation sont celles qui ont un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant, mais également un effort fiscal supérieur à la moyenne du groupe démographique correspondant.

Ces éléments de calcul sont basés avant tout sur des critères de richesse, dans ce sens ces derniers étant calculés tous les ans, nous avons un vrai risque de perte d'éligibilité sur les années futures pour la commune, il conviendra donc d'être vigilants d'autant plus pour une variable qui représente plus de 13 % de la dotation globale.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Dotation forfaitaire	4 485	4 332	4 071	3 992	3 981
Dotation de solidarité urbaine	466	311	0	0	0
Dotation nationale péréquation	678	672	613	630	613
<b>Total DGF</b>	<b>5 629</b>	<b>5 315</b>	<b>4 684</b>	<b>4 622</b>	<b>4 594</b>
<b>Population DGF</b>	<b>53 214</b>	<b>51 342</b>	<b>51 886</b>	<b>52 239</b>	<b>52 239</b>
<b>DGF/ habitant</b>	<b>105</b>	<b>100</b>	<b>90</b>	<b>88</b>	<b>88</b>

## - Autres dotations et participations

Dans les recettes qui ont connu une évolution notable ces dernières années, le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), qui devient la Convention Territoriale Globale (CTG) en 2022, première année de la réforme.

Il est essentiel de noter qu'en signant la convention territoriale globale, la commune s'était engagée à maintenir son niveau de soutien aux acteurs associatifs notamment.

Les participations de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) seront désormais directement versées aux associations qui exercent l'activité pour le volet enfance et pour le volet jeunesse.

Les participations sont directement versées au CCAS pour le volet petite enfance.

Seules les activités directement exercées par la Collectivité font désormais l'objet d'un versement direct sur le budget communal, ce qui explique les différences de financement entre 2021 et 2022.

Ces baisses de participations en recettes seront ainsi compensées par les baisses de subventions en dépenses versées aux associations.

Sur 2023, les participations augmentent de façon conséquente, ces montants étant à mettre en correspondance avec le niveau des subventions versées en dépenses.

Dans les variables constitutives le FCTVA, la loi de finances pour 2016 ayant élargi le bénéfice du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie, mandatées en section de fonctionnement.

Dans les dotations générales de décentralisation, la principale concerne celle affectée au bureau d'hygiène, mais il convient également d'évoquer la participation de la DRAC pour le personnel de la Médiathèque, aide versée pour permettre l'extension des horaires d'ouverture.

Enfin, en ce qui concerne les allocations compensatrices, elles prennent notamment en compte la réforme qui a institué l'abattement de 50 % sur la taxe foncière sur le bâti pour les locaux industriels, dont la perte de produit a été estimée pour la commune à 1 494 K€.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
FCTVA	100	52	120	117	102
Dotations générales décentralisation	286	288	282	303	468
Participations départ., région et Etat	147	641	25	29	104
Communes du GFP	45	54	72	38	66
Communes hors GFP	53	59	62	55	41
Autres participations ( périscolaire...)	138	210	239	151	128
Participations CEJ- CTG et autres	1 648	1 262	1 525	463	641
Allocations compensatrices	1 717	1 770	1 416	1 485	1 494
<b>Total Dotations</b>	<b>4 134</b>	<b>4 336</b>	<b>3 741</b>	<b>2 641</b>	<b>3 044</b>

## - Produits des services

Les produits des services sont le reflet de l'activité de ces derniers et force est de constater qu'elle s'est fortement développée ces dernières années, sans pour autant obtenir des résultats majeurs en terme de recettes.

Ces derniers se font encore attendre dans la mesure où ils ne correspondent pas forcément au calendrier des décisions.

Les variables à mettre en exergue sont celles des redevances diverses et variées qui font encore l'objet aujourd'hui d'une vraie réflexion sur leur optimisation.

Ces ressources, même si nous relevons une réelle dynamique pour certaines, restent encore insuffisantes à ce jour.

Nous pensons aujourd'hui dans ce sens qu'une refonte de l'organisation avec une recentralisation des objectifs en terme de politique tarifaire pourra apporter une plus-value.

Par ailleurs, nous notons qu'au fur et à mesure des années, la mutualisation des mises à disposition de personnels entre les collectivités prend de plus en plus d'importance et que cela sera encore plus le cas lors de ces prochaines années.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Concessions cimetières	85	101	117	103	116
Régie foires et marchés	50	24	35	52	66
Redevance occupation domaine public communal	1106	116	132	180	205
Régie événementiel	10	1	11	10	15
Redevances de stationnement	395	243	277	379	371
Forfaits post stationnement	255	122	147	196	173
Autres redevances et recettes diverses	171	201	194	215	234
Redevances à caractère culturel	155	96	202	202	229
Redevances à caractère sportif	5	4	0	2	2
Redevances à caractère de loisirs	203	132	182	161	196
Redevances à caractère social	15	12	18	21	14
Autres prestations de services	53	2	27	37	6
Mise à dispo GFP rattachement	39	30	15	172	123
Mise à dispo autres organismes	85	97	111	115	36
Remboursement frais collectivité de rattachement	39	69	21	16	96
Remboursements de frais d'autres redevables	409	328	565	603	605
Produits activités annexes	23	10	10	8	7
<b>Total Produits des services</b>	<b>3 098</b>	<b>1 588</b>	<b>2 064</b>	<b>2 472</b>	<b>2 496</b>

#### - Autres produits

Le poste atténuation de charges est essentiellement composé des remboursements de charges de personnel, ce poste varie peu.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Atténuations de charges</b>	<b>372</b>	<b>375</b>	<b>356</b>	<b>399</b>	<b>424</b>

Les loyers et redevances enregistrent une belle progression sur 2023 par rapport à 2022, essentiellement liée aux travaux réalisés sur les redevances DSP, celle de la restauration scolaire en particulier.

En effet l'utilisation de la cuisine centrale pour la production de repas extérieurs, sur laquelle la commune perçoit une redevance fixe et une redevance variable, représente un produit non négligeable.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Loyers et redevances</b>	1 090	1 036	1 018	981	1 091

Les produits financiers s'inscrivent systématiquement dans une tendance baissière depuis 2018 pour plusieurs raisons, néanmoins elle provient essentiellement des opérations de désensibilisation effectuées ces dernières années par la Ville pour sortir des emprunts dits « toxiques ».

La plupart de ces produits étant des swaps, les produits financiers liés ont disparu.

Sachant que pour les autres variables constitutives de ce produit, nous retrouvons le fonds de soutien versé par l'Etat avec l'opération de désensibilisation réalisée en 2015, dont le montant est resté strictement identique sur la période soit 622 K€ / an.

La dernière variable concerne la dette récupérable, qui logiquement diminue également avec l'amortissement des prêts, celle-ci concerne les emprunts souscrits pour la réalisation d'équipements nécessaires à l'exercice des compétences qui ont été transférées à la Communauté d'Agglomération.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Produits financiers</b>	876	821	815	774	706

Les produits exceptionnels enregistrent cette année un résultat jamais atteint avec l'enregistrement comptable des principales opérations suivantes :

- La cession du quartier des hangars pour 3 000 K€, même si cette dernière enregistre une dépense en contrepartie en investissement pour 450 K€ correspondant à la dation, celle-ci fera l'objet d'une écriture pour un montant équivalent en recette au moment de la mise à disposition à la collectivité du local associé à la dation ;
- Le remboursement du sinistre de la Médiathèque pour 1 986 K€, remboursement attendu par la collectivité pour l'effondrement d'un immeuble dans le périmètre direct de la construction du nouvel édifice, qui avait sollicité un débours financier très important de la collectivité pour y remédier ;
- L'intégration dans l'actif du bien provenant d'un échange avec le Conseil départemental 16 rue du Palais de Justice pour 1 969 K€, qui a nécessité un enregistrement comptable en recettes de fonctionnement et en dépenses d'investissement ;
- Le remboursement d'un accident de travail pour 191 K€ ;
- Le remboursement lié au contentieux avec la société Fragonard pour 173 K€ pour un sinistre lié aux eaux pluviales, ce dernier étant désormais de la compétence de la CAPG ;
- La cession d'un appartement 14 boulevard Fragonard de 35 K€.

## - Récapitulatif produits de fonctionnement

Les recettes de 2023 enregistrent une évolution à deux chiffres par rapport à 2022, cette dernière étant essentiellement due aux volumes de recettes enregistrés sur les produits exceptionnels.

Même si les produits de fiscalité directe ont également évolué sensiblement avec la revalorisation forfaitaire des bases fiscales qui s'établit à 7,1 % en 2023, ses effets ont été complètement annihilés par, d'une part la baisse importante du produit des droits de mutation à titre onéreux, d'autre part par la baisse de l'attribution de compensation liée aux transferts des services techniques à la communauté d'agglomération.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Fiscalité directe et indirecte	53 436	54 088	55 443	56 719	57 065
Dotations et participations	9 452	9 132	8 425	7 263	7 638
Produits des services	2 520	1 588	2 064	2 472	2 496
Atténuations de charges	372	375	356	399	424
Loyers et redevances	1 090	1 036	1 018	981	1 091
Produits financiers	876	821	815	774	706
Produits exceptionnels, provisions	1 311	1 361	1 754	1 312	7 834
<b>Total recettes de fonctionnement</b>	<b>69 057</b>	<b>68 401</b>	<b>69 875</b>	<b>69 920</b>	<b>77 254</b>
<b>Evolution</b>		<b>-0,95%</b>	<b>2,15%</b>	<b>0,06%</b>	<b>10,49%</b>

### **c) détail des chapitres de fonctionnement en dépenses**

#### **Les charges à caractère général :**

Nous l'avons évoqué à maintes reprises, l'année 2023 enregistre une progression importante de l'enveloppe globale du fonctionnement des services, soit 8,14 %, qu'il convient d'analyser.

Dans les événements importants, celle de la restauration scolaire, avec une facture de clôture de l'ancienne DSP qui nous est parvenue sur 2023 et qui a représenté plus de 200 K€.

La médiathèque, laquelle fonctionnant en année pleine a augmenté son coût d'environ 150 K€ en 2023 par rapport à 2022.

La direction générale des services techniques, qui elle consomme les principales enveloppes de fonctionnement, a constaté nettement sur 2023 une augmentation globale des coûts entre le prix des fournitures et les prestations de services délégués aux entreprises, conséquence directe de l'inflation.

Nous devons isoler un service en particulier pour une analyse plus fine, le parc automobile qui a vu ses missions étendues avec la réparation de véhicules d'autres collectivités et/ou syndicats intercommunaux, nécessitant ainsi l'acquisition de fournitures complémentaires même si ces dernières ont été entièrement refacturées.

Le volume des consommations de la DGST a progressé de près de 500 K€.

Dans les augmentations moins importantes qu'il convient de relever pour les lier à des dépenses volontaristes, celle liée à la formation du personnel pour environ 45 K€, ainsi que celle liée aux diagnostics de cyber-sécurité et à la mise en place de solutions numériques pour environ 50 K€.

Montants en K€	2019	202	2021	2022	2023
Fonctionnement des services	10 671	10 359	10 745	11 690	12 642
<b>Evolution en pourcentage</b>		<b>-2,92%</b>	<b>3,73%</b>	<b>8,79%</b>	<b>8,14%</b>

#### **Les charges de personnel :**

Ce poste de charges a été le centre de nos préoccupations avec les différentes revalorisations successives du point d'indice décidées par le gouvernement, de 3,5 % dans un premier temps au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et 1,5 % au 1<sup>er</sup> juillet 2023, dont le coût pour la seule année 2023 a représenté 1 700 K€ supplémentaires.

Il ne faut pas non plus oublier qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023, une partie des services techniques a été transférée à la Communauté d'Agglomération, qui a désormais dans ses comptes cette charge salariale estimée au 1<sup>er</sup> janvier 2023 à environ 2 055 K€, ce qui explique la baisse de la masse salariale en valeur absolue sur 2023.

Montants en K€	2019	202	2021	2022	2023
Charges de personnel	34 556	34 416	34 540	35 833	35 200
<b>Evolution en pourcentage</b>		<b>-0,41%</b>	<b>0,36%</b>	<b>3,74%</b>	<b>-1,77%</b>

## - Les subventions et participations :

L'année 2023 aura été marquée par l'augmentation conséquente de la contribution de la ville au SDIS, avec une majoration de cette dernière de 5 % en 2023 par rapport à 2022, représentant une dépense supplémentaire pour la ville de près de 160 K€. Cette augmentation est d'autant plus impactante qu'elle concerne une dépense qui contribue à la rigidité de la structure de la dépense.

Autre participation significative, celle du CCAS dont le montant a progressé de seulement 3 % entre 2022 et 2023, ce qui souligne le travail effectué par le centre communal pour rationaliser ses dépenses sans pour autant négliger le niveau des prestations rendues.

Autre point sensible celui des associations, qui ont dû faire face cette année, comme la commune, à une forte revalorisation de leurs dépenses, même si dans l'écart constaté entre 2022 et 2023, soit 243 K€, il convient de neutraliser les majorations de participations accordées aux associations qui paient directement leurs fluides désormais et dont le coût a été estimé à environ 60 K€.

Il convient également de noter que ces majorations ont concerné notamment la thématique enfance jeunesse ayant connu par ailleurs une participation majorée de la CAF en recettes.

L'effort financier réalisé par la ville pour maintenir le niveau des activités des associations a été conséquent, les subventions ayant été revues à la hausse.

Pour les indemnités des élus, leur revalorisation est exclusivement liée avec celle du point d'indice, comme celle du personnel municipal.

### **Analyse des variations 2022/2023 par nature de dépenses**

Montants en K Euros	2022	2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%
SDIS	3 194	3 354	160	5,01%
Syndicats intercommunaux	29	5	-24	-82,76%
CCAS	3 300	3 400	100	3,03%
Caisse des écoles	61	61	0	0,00%
CTG	542	534	-8	-1,48%
Contrat de Ville	116	116	0	0,00%
Enfants scolarisés à l'extérieur	110	120	10	9,09%
Subventions aux associations	1 482	1 725	243	16,40%
OGEF Fénelon	320	361	41	12,81%
Indemnités élus	578	591	13	2,25%
Redevances diverses		30		
Créances irrécouvrables	8	37	29	362,50%
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>9 740</b>	<b>10 334</b>	<b>594</b>	<b>6,10%</b>

Evolution du chapitre de dépenses :

Montants en K€	2019	202	2021	2022	2023
Autres charges de gestion courante	10 419	10 744	10 647	9 740	10 334
<b>Evolution en pourcentage</b>		<b>3,12%</b>	<b>-0,90%</b>	<b>-8,52%</b>	<b>6,10%</b>

### - Les atténuations de produits :

C'est un poste de charges qui a connu peu d'évolution entre 2022 et 2023, les variables constituant ce chapitre de dépenses connaissant peu de variations, ce qui ne sera pas forcément le cas sur 2024, point qui sera développé dans la note explicative à intervenir à Grasse.

Montants en K Euros	2022	2023	VARIATION 2022-2023	
			Volume	%
FPIC	509	477	-32	-6,29%
SRU	695	653	-42	-6,04%
Reversements CCAS	47	60	13	27,66%
<b>Atténuations de produits</b>	<b>1 251</b>	<b>1 190</b>	<b>-61</b>	<b>-4,88%</b>

Montants en K€	2019	202	2021	2022	2023
Atténuations de produits	1 002	1 148	685	1 251	1 190
<b>Evolution en pourcentage</b>		<b>14,57%</b>	<b>-40,33%</b>	<b>82,63%</b>	<b>-4,88%</b>

### - Les charges financières :

L'année 2023 marque une rupture dans la décroissance des charges financières constatée depuis que le travail a été effectué sur la dette, à savoir dès 2014.

Cette revalorisation des charges est évidemment une des conséquences immédiates de la pression inflationniste des taux d'intérêt constatée sur 2023 sur les produits adossés sur des taux variables et notamment ceux structurés, pour lesquels la Ville n'a pas eu de conditions favorables pour en sortir.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Charges financières	2 821	2 921	2 440	1 939	2 690
<b>Evolution en pourcentage</b>		<b>3,54%</b>	<b>-16,47%</b>	<b>-20,53%</b>	<b>38,73%</b>

Il est rappelé néanmoins que malgré cette hausse, les charges financières restent largement inférieures à celles qui avaient été constatées en 2014.

Montants en K Euros	2014	2023
Charges financières	4 739	2 690
<b>Evolution en pourcentage</b>		<b>-43,24%</b>



**- Récapitulatif dépenses de fonctionnement :**

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Fonctionnement des services	10 671	10 359	10 745	11 690	12 642
Charges de personnel	34 556	34 416	34 540	35 833	35 200
SRU, FPIC, CCAS	1 002	1 148	685	1 251	1 190
Autres charges de gestion courante	10 419	10 744	10 647	9 740	10 334
Charges financières	2 821	2 921	2 440	1 938	2 690
Charges exceptionnelles et provisions	602	408	1 033	821	387
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>60 071</b>	<b>59 996</b>	<b>60 090</b>	<b>61 273</b>	<b>62 443</b>
<b>Evolution en pourcentage</b>		<b>-0,12%</b>	<b>0,16%</b>	<b>1,97%</b>	<b>1,91%</b>

Nous avons déjà commencé à mesurer lors de l'exercice précédent les effets d'une conjoncture particulièrement défavorable, cumulée avec des décisions gouvernementales singulièrement contraignantes pour les collectivités.

Nous constatons malheureusement que sur 2023, les conséquences financières de ces événements prennent leur pleine mesure avec une augmentation assez conséquente de l'ensemble de nos dépenses de gestion.

Nous avons pu néanmoins faire face à la tendance haussière de nos dépenses grâce à un résultat exceptionnel (résultat dégagé par les produits exceptionnels hors cessions foncières – les charges exceptionnelles) de 2 730 K€.

Pour neutraliser les effets des cessions foncières, nous les avons retraités de l'épargne brute de façon à mieux évaluer les écarts de résultats entre les années.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Epargne brute <b>hors cessions foncières</b>	8 844	7 758	9 539	8 334	9 864
<b>Evolution en pourcentage</b>		<b>-12,28%</b>	<b>22,96%</b>	<b>-12,63%</b>	<b>18,36%</b>

Les échéances en remboursement en capital de la dette sur la période restent sur des niveaux élevés de manière volontariste soit :

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Remboursement capital de la dette	7 676	8 776	10 003	8 612	8 843

Les niveaux d'épargne nette sont les suivants :

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Epargne nette	1 168	-1 018	-464	-278	1 021

### 3) DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT

#### a) Les dépenses

##### Dette

Ce point sera développé plus loin dans le rapport de dette, néanmoins dans le éléments essentiels l'annuité 2023 a représenté 8 843 K€ de remboursement en capital, ce qui nous a permis de réaliser un désendettement très important.

##### Autres principales dépenses

Dans les autres dépenses essentielles on notera la nouvelle prise de capital de la Ville dans la nouvelle SEM foncière pour 326 K€, ainsi que l'apurement du compte 1069 pour 163 K€, compte non budgétaire qui a pu être exceptionnellement mouvementé lors de la mise en place de la M14 afin de neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et des produits, écritures indispensables pour le passage en M 57 au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Enfin, le plus gros volume est représenté par le déficit reporté de la section d'investissement pour 5 343 K€, qui a fait l'objet d'une couverture par l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement, cette écriture est purement comptable et ne fait pas l'objet de réalisations.

##### Dépenses d'équipement en K€ (A)

L'année 2023 s'inscrit dans le volume des réalisations des 3 années précédentes avec un volume d'investissement qui oscille entre 11 500 et 13 000 K€.

Si l'on compare le niveau de ces mêmes réalisations avec les crédits ouverts, nous parvenons à un taux de réalisation qui atteint environ 77,5 %, ce qui signifie que les crédits sont très bien utilisés.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses d'équipement	10 263	13 726	12 737	11 627	13 110
Evolution en pourcentage		33,74%	-7,21%	-8,71%	12,75%

##### Opérations déléguées et périls en K€ (B)

Ces dépenses étaient principalement concernées par la construction du campus étudiant en 2021 et 2022 ; ce dernier étant inauguré en 2023, il a vu ses volumes de consommations fortement chuter en fin d'opération.

Pour les autres opérations, elles concernent les périls du centre ancien, les adresses des principaux immeubles concernés étant le 8 rue des Sœurs, le 2 traverse Etienne Roustan et le 16 rue Charles Nègre.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Opération déléguées et périls	30	165	2 447	4 230	1 631
Evolution en pourcentage		450,00%	1383,03%	72,86%	-61,44%

##### Opérations d'investissement en K€ (A+B)

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Opérations d'investissement	10 293	13 891	15 184	15 857	14 741
Evolution en pourcentage		34,96%	9,31%	4,43%	-7,04%

## Détail des dépenses d'investissement en K€

MONTANTS EN K EUROS	CA 2023	RAR	TOTAL
<b><u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u></b>	-	-	-
MODERNISATION DES SERVICES	551		551
EQUIPEMENT DES SERVICES	578	258	836
EQUIPEMENT DES BATIMENTS	21	6	27
EQUIPEMENTS ROUTIERS ET URBAINS	71	18	89
DEFENSE INCENDIE	27	1	28
MATERIEL SERVICES TECHNIQUES	115	1	116
MOBILIER SERVICES	37	4	41
PARC AUTOMOBILE	331	15	346
<b><u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u></b>	-	-	-
PALAIS EPISCOPAL	422	690	1 112
RESTAURATION MAHP	78	37	115
RESTAURATION VILLA FRAGONARD	188	52	240
CATHEdraLE	3		3
EGLISE DE SAINTE HELENE - RESTAURATION	76		76
RENOVATIONS CHAPELLES		5	5
RENOVATION KIOSQUE COURS			
LOCAUX SALLE SOUS LE COURS	26	2	28
LOCAUX VISITATION	65	28	93
TRAVAUX ENERGETIQUES ECOLES	214	6	220
ECOLE PRA D'ESTANG - RENOVATION ENERGETIQUE			0
ECOLE SAINT EXUPERY - CONFORTEMENT		2	2
ECOLES ELEMENTAIRES DESAMANTAGE	95		95
ECOLES CIGALES - BASTIDE VMC RADON	4		4
GER ECOLES/CRECHES	118	38	156
SERVICE DES FETES - REFECTION TOITURE			
RENOVATION CTM	804	314	1 118
RENOVATION PALAIS CONGRES	73	9	82
RENOVATION CCAS		14	14
LOCAUX CROISSET	79	7	86
MAISON ASSOCIATIONS - DEMENAGEMENT		27	27
ECA 500 - LOCAUX ESPACES VERTS			
ECA - 500 RENOVATION	128	10	138
RENOVATION SALLE ROTONDE	52	33	85
BATIMENTS COMMUNAUX - DESAMANTAGE			
GER BATIMENTS - RENOVATION	467	45	512
GER SECURITE INCENDIE	186	49	235
GER FLUIDES	208	60	268
TENNIS PAOUTE RENOVATION	7	10	17
SALLE OMNISPORT - RENOVATION			
STADE CHILETTI - REFECTION SYNTHETIQUE			
RENOVATION INFRASTRUCTURES SPORTIVES	363	36	399
RENOVATIONS SANITAIRES PUBLICS	54	15	69

**Détail des dépenses d'investissement en K€ suite**

MONTANTS EN K EUROS	CA 2023	RAR	BP
<b><u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u></b>	-	-	-
MAISON DES ASSOCIATIONS	1 969	-	1 969
ACQUISITIONS FONCIERES	339		339
VIDEO PROTECTION	52		52
EMILE ZOLA- REQUALIFICATION	216	90	306
MARECHAL LECLERC - REQUALIFICATION	189	53	242
COURS HONORE CRESP - ETANCHEITE DALLE	77		77
PLACES DU PETIT PUY - REQUALIFICATION	43	71	114
PLACE AUX AIRES - REQUALIFICATION	49	9	58
CHAPELLE DES CHIENS - STATIONNEMENTS	4	14	18
TRAVERSE TRACASTEL - REQUALIFICATION		3	3
CHASSEURS ALPINS - ROND POINT		42	42
PIETONNISATION CENTRE VILLE			0
RENOVATION ET GER VOIRIES	858	169	1 027
RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC - MGPE	128	226	354
GER ECLAIRAGE PUBLIC	49	18	67
GER RESEAUX DEFENSE INCENDIE	58	13	71
ENFOUISSEMENT RESEAUX ECLAIRAGE		34	34
ENCASTREMENT RESEAUX FACADES			0
MURS DE SOUTENEMENT ET FALAISES	643	30	673
OUVRAGES D'ART	147	11	158
EXTENSION CIMETIERE ROUMIGUIERES	74		74
ESPACES VERTS ET AIRE DE JEUX	159	2	161
<b><u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u></b>	-	-	-
OPAH PERMIS DE LOUER	6	-	6
FACADES ET VOLETS	679		679
CŒUR DE VILLE	48		48
PSMV/PLU	18		18
MARTELLY - AMENAGEMENT	1500		1 500
ESPACES PUBLICS ROUACHIER VERCEUIL/LAUVE	155	25	180
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	209	556	765
<b>TOTAL DEPENSES EQUIPEMENT</b>	<b>13 110</b>	<b>3 158</b>	<b>16 268</b>
CAMPUS ETUDIANT	1343	344	1 687
RESEAUX PLACES MEDIATHEQUES		338	338
<b>TOTAL OPERATIONS DELEGUEES</b>	<b>1 343</b>	<b>682</b>	<b>2 025</b>
PERILS DIVERS	288	98	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>14 741</b>	<b>3 938</b>	<b>18 293</b>

## **b) Les recettes emprunt**

L'emprunt mobilisé pour financer les dépenses d'équipement a été limité à 3 851 K€, c'est-à-dire que seuls 29 % de nos équipements ont été mobilisés par emprunt.

Dans les restes à réaliser nous retrouvons également une partie de l'emprunt inscrit au budget non réalisé destiné à financer l'équilibre des restes à réaliser.

## **Autres principales recettes**

Sur les autres recettes nous retrouvons celles caractérisées comme les fonds propres de la section d'investissement et notamment pour la première le Fonds de Compensation de la TVA, remboursements de la TVA des dépenses d'équipement réalisées en 2021, qui a connu une belle progression avec le remboursement anticipé du contrat PPP.

### **FCTVA**

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
FCTVA	1 338	1 581	1 603	2 302	2 519
Evolution en pourcentage		18,16%	1,39%	43,61%	9,43%

### **Taxe d'aménagement**

En ce qui concerne la taxe d'aménagement, son évolution est beaucoup plus aléatoire. L'année 2021 était exceptionnelle, certaines taxes faisant l'objet de régularisations des années précédentes, ce qui explique un produit anormalement élevé sur l'année 2021.

On nous annonçait une année catastrophique sur 2023 avec la chute importante des permis de construire, néanmoins nous ne trouvons pas de correspondance avec le volume du produit perçu, ce dernier connaissant une énorme progression en 2023.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Taxe d'aménagement	280	828	1 441	456	1 050
Evolution en pourcentage		195,71%	74,03%	-68,36%	130,26%

### **Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles**

L'article 1529 du Code Général des Impôts est la base réglementaire de la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus qui ont été rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible.

Elle est due par les propriétaires de terrains non bâtis devenus constructibles par une modification du plan local d'urbanisme, cette dernière étant calculée sur la base de la plus-value réalisée à partir de la vente.

Toutefois, en l'absence d'éléments de référence permettant de calculer la plus-value, la taxe est alors calculée selon les règles antérieures sur une assiette égale aux 2/3 du prix de vente du terrain.

Il est certain que par son volume, elle devient une recette non négligeable pour la collectivité depuis l'année 2022.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Taxe forfaitaire terrains devenus constructibles	21	19	32	152	272
Evolution en pourcentage		-9,52%	68,42%	375,00%	78,95%

### Dons entreprises et particuliers

Autres ressources qui commencent à prendre de l'importance, les dons des entreprises et des particuliers qui ont atteint 171 K€ en 2023, grâce aux diverses campagnes instituées par la Ville et par les associations.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Dons entreprises et particuliers	57	61	61	103	171
Evolution en pourcentage		7,02%	0,00%	68,85%	66,02%

### Recettes d'équipement

Nous notons une poursuite de la baisse de nos subventions d'équipement en 2023, il est vrai que la construction de la Médiathèque financée par des participations importantes influait sur le volume global.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Subventions d'investissement	2 696	2 447	3 987	2 405	1 738
Evolution en pourcentage		-9,24%	62,93%	-39,68%	-27,73%

### Opérations déléguées et périls

La forte progression de ce poste en 2022 est liée aux subventions perçues pour le campus étudiant, soit 5 641 K€.

Montants en K Euros	2019	2020	2021	2022	2023
Opérations déléguées et périls	30	165	318	5 828	968
Evolution en pourcentage		450,00%	92,73%	1732,70%	-83,39%

**Détail des recettes d'investissement en K€ suite**

MONTANTS EN K EUROS	CA 2023	RAR	TOTAL
<b><u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u></b>	-	-	-
EQUIPEMENT DES SERVICES	56		56
<b><u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u></b>	-	-	-
PALAIS EPISCOPAL	122		122
EGLISE DE SAINTE HELENE - RESTAURATION	179	8	187
TRAVAUX ENERGETIQUES ECOLES	10		10
RENOVATION STADE DE PERDIGON	505	48	553
AMENDES DE POLICE	591		591
<b><u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u></b>	-	-	-
VIDEO PROTECTION	15		15
REQUALIFICATION RUE ANCIEN PALAIS DE JUSTICE	101		101
RENOVATION ET GER VOIRIES	52		52
RESSOURCE EN EAU GREEN DEAL		32	
INTEMPERIES 2019		75	
OUVRAGES D'ART	25		25
<b><u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u></b>	-	-	-
ESPACES PUBLICS ROUACHIER VERCEUIL/LAUVE	82		82
<b>TOTAL RECETTES EQUIPEMENT</b>	<b>1 738</b>	<b>163</b>	<b>1 794</b>
CAMPUS ETUDIANT	680	1 083	1 083
RESEAUX PLACES MEDIATHEQUES		338	338
<b>TOTAL OPERATIONS DELEGUEES</b>	<b>0</b>	<b>1 421</b>	<b>1 421</b>
PERILS DIVERS	288	98	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 706</b>	<b>1 682</b>	<b>4 388</b>



c) **Equilibre section d'investissement**

**EQUILIBRE INVESTISSEMENT 2023**

	Montants en K€	RECETTES	Montants en K€
Dépenses d'équipement	13 110	Epargne brute	9 864
Délégations de maîtrise d'ouvrage	1 343	Emprunt financement investissement	3 851
Remboursement capital dette	8 843	Subventions d'équipement	1 738
Divers charges	577	Délégations de maîtrise d'ouvrage	680
Prise de capital SEM foncière	326	Périls	288
Périls	288	FCTVA, taxes d'urbanisme	4 012
Déficit reporté	6 124	Dette récupérable et créances particulier	357
Fonds de roulement	508	Cession foncières	4 947
		Affectation	5 382
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>31 119</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>31 119</b>

Nous constatons que le niveau d'épargne de 2023 nous a permis d'une part de limiter les volumes des emprunts mobilisés à 3 851 K€ et d'autre part de reconstituer le fonds de roulement de 508 K€, le résultat reporté passant de 2 947 K€ en 2023 à 3 455 K€ en 2024.

**d) Ratios financiers et éléments financiers**

Libellés	2023
Charges de gestion en K€	59 366
Produits de gestion en K€	68 714
<b>Epargne de gestion en K€</b>	<b>9 348</b>
Epargne de gestion / Produits de gestion	13,60%
<b>Epargne brute (RRF -DRF) en K€</b>	<b>9 864</b>
Amortissement en capital de la dette en K€	8 843
<b>Epargne nette en K€</b>	<b>1 021</b>
Epargne Brute/produits de gestion	14,36%
Encours de dette Brute au 31 décembre 2023 en K€	77 783
<b>Capacité de désendettement brute en années</b>	<b>7,9</b>
Encours de dette / population en €	1 489
Dépenses réelles de fonctionnement/population en €	1 195
Recettes réelles de fonctionnement/population en €	1 479
Dépenses d'équipement brut / population en €	251
<b>Dépenses fonctionnement et remboursement dette capital /recette réelles de fonctionnement €</b>	<b>0,92</b>

#### **4) RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2023**

##### ***- Politique de gestion agréée par le Conseil Municipal***

Le 4 juillet 2023, le Conseil Municipal a adopté un dispositif régissant la gestion de la dette de la ville, établi par deux documents complémentaires :

- Cahier des procédures générales de gestion de dette ;
- Définition stratégique de la gestion de dette – Règles de gestion.

Outre des ratios de gestion, des orientations ont été définies, à savoir :

- En période de taux de niveau peu élevé et dans la perspective d'une remontée des taux, devront être étudiées toutes possibilités de passer à taux fixe les lignes à taux variable (Euribor notamment). Cette action pourra s'exécuter soit par usage des dispositions contractuelles, soit par la souscription de swaps taux variables contre taux fixes.

En l'hypothèse d'utilisation des conditions contractuelles, le coût de transformation du taux sera intégré dans le prix de revient résultant. Ce dernier ne pourra majorer de plus de 1 % le taux fixe nominal.

- Toute opportunité de marché sera utilisée pour désensibiliser les structures existantes.  
Chaque dossier en cours fera l'objet d'une analyse particulière aux fins de dégager des solutions de désensibilisation envisageables.
- Toute opportunité de marché sera utilisée pour accroître la part de dette d'une durée inférieure à 5 ans indexée sur des ressources à taux variables. Cette part ne devra toutefois pas être supérieure à 40 %. Si cette part devenait supérieure à 35 %, l'exécutif serait saisi pour préciser sa position sur cette répartition.

Les échanges de taux longs fixes contre des taux intermédiaires révisables (correspondant à des durées de 2 à 5 ans) doivent être étudiés pour travailler l'ensemble de la courbe en utilisant des déformations ponctuelles favorables.

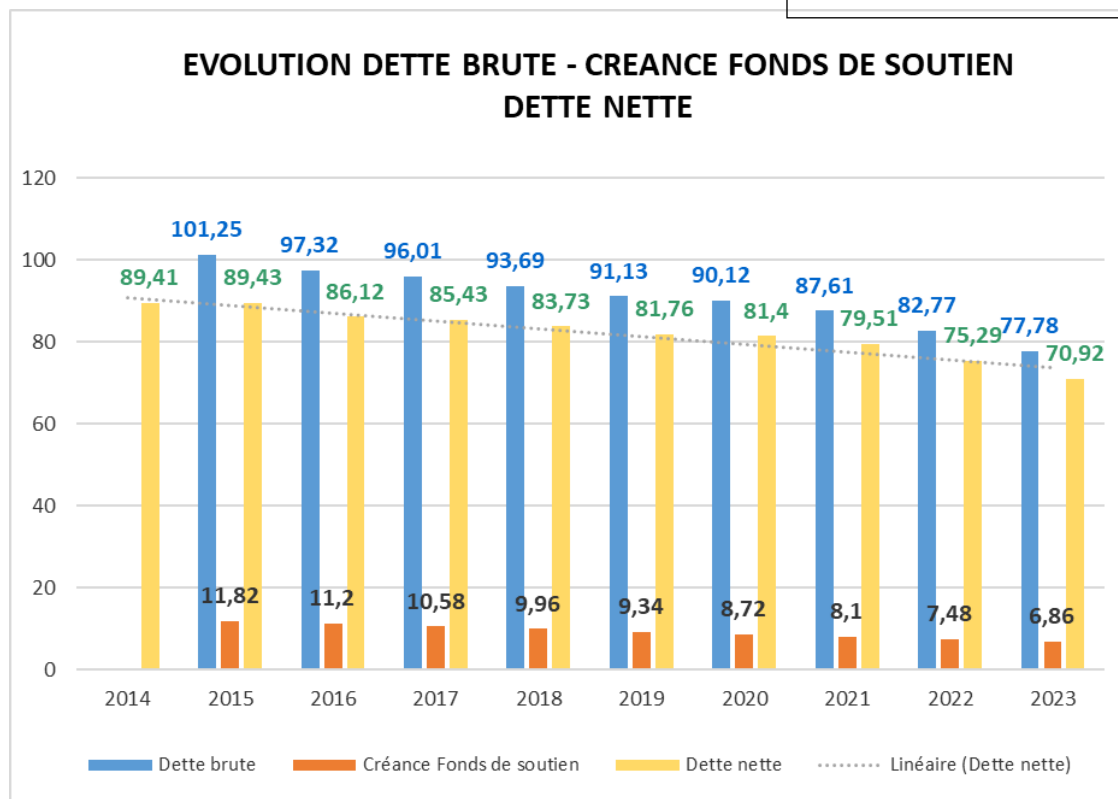
Ces retournements ne seront pas exécutés s'ils dégradent les résultats en raison des frais y attachés.

a) **Situation de la dette du budget principal au 31 décembre 2023 en millions d'euros**

(en M€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Principal net fonds de soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40	79.51	75.29	70.92
<b>Variation</b>		<b>+0.02</b>	<b>-3.31</b>	<b>-0.69</b>	<b>-1.70</b>	<b>-1.97</b>	<b>-0.36</b>	<b>-1.89</b>	<b>-4.22</b>	<b>-4,37</b>

**Commentaires sur l'évolution**

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
  - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
  - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, le désendettement se poursuit ;
- 2021 : est marqué par un niveau d'investissement toujours soutenu et un volume d'emprunt mobilisé optimisé, de façon à diminuer notre encours de dette nette du fonds de soutien de quasiment 2 millions d'euros ;
- 2022 : le volume d'investissement réalisé et le niveau d'emprunt mobilisé contribuent une nouvelle fois au désendettement de la ville ;
- **2023 : malgré la nouvelle progression du volume de réalisation en dépenses d'équipement, le niveau de désendettement du budget principal a encore été très important, soit plus de 6 % de l'encours sur cette seule année.**



Le budget principal représente l'essentiel de la dette de la ville (99,81 % à fin 2023). Pour cette raison, les actions de gestion de dette et de taux sont concentrées sur la dette du budget principal.

**Analyse des variations 2023 et prospective 2024 en M€**

En M€	2023	2024
Emprunts nouveaux LMT	+3,85	6,51
Amortissements	-8,84	-8,19
Variation dette brute	-4,99	-1,68
Fonds de Soutien	+0,62	+0,62
Variation dette nette	-4,37	-1,05

***Pour 2023 apparaissent très clairement :***

- Un nouveau tirage sur la convention de financement CT-MT auprès du Crédit Agricole pour **2,7 M€** (taux variable Euribor 3M moyenné + 0,60 %) ;
- Ligne de financement « INTRACTING » pour **1,151 M€** ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour 0,62 M€.

Les emprunts souscrits sont tous classés en A1 en ce qui concerne la charte Gissler, conformément aux objectifs fixés par nos règles de gestion.

Nous veillons à ce que systématiquement, les conditions financières dans lesquelles les emprunts sont souscrits nous garantissent un coût et une sécurisation optimisés.

## STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE au 31 décembre 2023

### *Ventilations de la dette totale en M€*

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

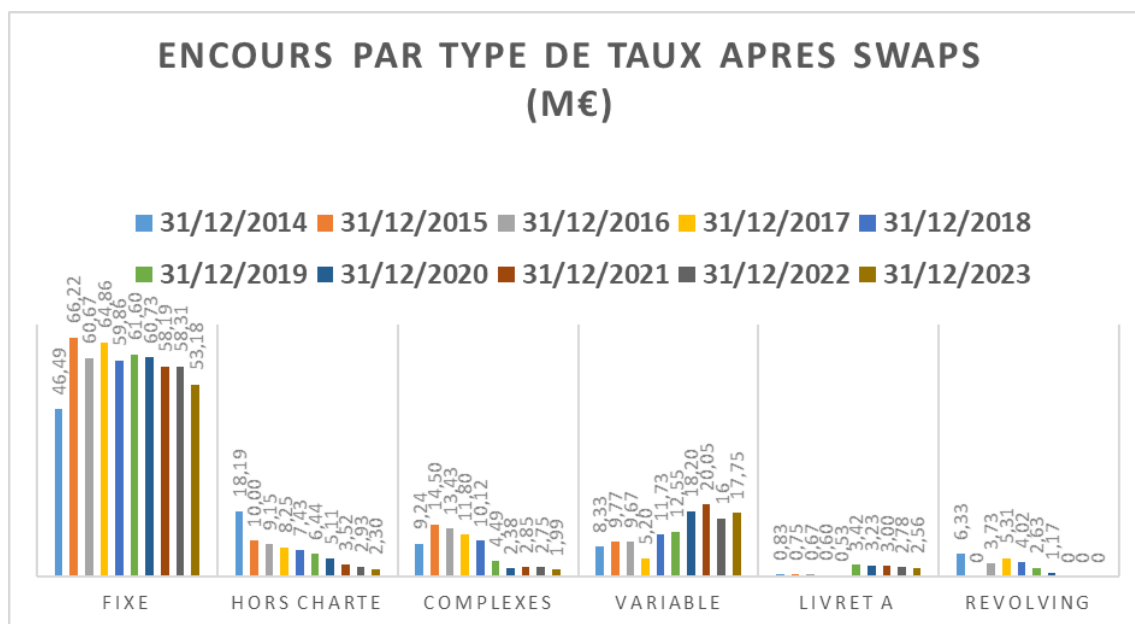
	31/12/2014		31/12/2015		31/12/2016		31/12/2017	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	46,49	52,00%	66,22	65,41%	60,67	62,34%	64,86	67,55%
Hors charte	18,19	20,34%	10,00	9,88%	9,15	9,40%	8,25	8,59%
Complexes	9,24	10,33%	14,50	14,32%	13,43	13,80%	11,80	12,29%
Variable	8,33	9,32%	9,77	9,65%	9,67	9,94%	5,20	5,42%
Livret A	0,83	0,93%	0,75	0,74%	0,67	0,69%	0,60	0,62%
Revolving	6,33	7,08%	0	0,00%	3,73	3,83%	5,31	5,53%
	89,41	100,00%	101,25	100,00%	97,32	100,00%	96,01	100,00%

	31/12/2018		31/12/2019		31/12/2020		31/12/2021	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	59,86	63,89%	61,60	67,60%	60,73	67,39%	58,19	66,42%
Hors charte	7,43	7,93%	6,44	7,07%	5,11	5,67%	3,52	4,02%
Complexes	10,12	10,80%	4,49	4,93%	2,38	2,64%	2,85	3,25%
Variable	11,73	12,52%	12,55	13,77%	17,50	19,42%	20,05	22,89%
Livret A	0,53	0,57%	3,42	3,75%	3,23	3,56%	3,00	3,42%
Revolving	4,02	4,29%	2,63	2,89%	1,17	1,29%		0,00%
	93,69	100,00%	91,13	100,00%	90,12	100,00%	87,61	100,00%

	31/12/2022		31/12/2023	
	M€	%	M€	%
Fixe	58,31	70,45%	53,18	68,37 %
Hors charte	2,93	3,54%	2,30	2,96 %
Complexes	2,75	3,32%	1,99	2,56 %
Variable	16,00	19,33%	17,75	22,82 %
Livret A	2,78	3,36%	2,56	3,29 %
	82,77	100,00%	77,78	100,00 %

Après swaps, à fin 2023, la dette à taux fixe représente 68,37 % de la dette totale, 26,11 % sont à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 2,96 % de notre dette brute.



Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		Risque					Total	
		A	B	C	D	E	HC	
Risk		M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
élevé + ←	1	73.49	1.99					75.48   97.04%
	2							
	3							
	4							
	5							
	HC						2.30	2.30   2.96%
Σ		73.49	1.99				2.30	77.78
%		94.48%	2.56%				2.96%	100.00 %

Les opérations de désensibilisation engagées depuis 2014, ciblées notamment sur les positions hors charte, ont eu pour conséquence une forte diminution de leur volume et de leur part relative sur la totalité de l'encours.

Ainsi à fin 2014, les emprunts classés hors charte représentaient 18,19 M€ et plus de 20 % de l'encours de dette.

**A fin 2023, leur volume a été réduit de plus de 87 % pour s'établir à 2,30 M€.**

## Taux moyens d'endettement :

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22
2020	2.50	-0.30
2021	2.00	-0.50
2022	2.07	+0.07
2023	2.82	+0.75

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014 un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la ville ;
- En 2018, la majorité des tirages a été effectuée sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses ;
- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
  - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %, par un emprunt souscrit auprès de la Banque au taux fixe de 0,74 % ;



- D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF par un nouvel emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 % ;

- En 2021 ont été réalisées les opérations suivantes :
  - La sortie des emprunts Dailly, Projet et Fonds propres du contrat de partenariat éclairage public.  
Cette opération s'est accompagnée d'une résiliation d'instruments financiers entraînant le paiement d'une indemnité. Malgré cela, les résultats obtenus ont permis de réduire le montant total des annuités d'environ 1,3 M€.
  - La sortie de deux contre-swaps moyennant le règlement de deux indemnités dont les conséquences financières sont relativement neutres, mais qui ont permis à la Ville de sortir d'une position hors charte et d'une position 4 D relativement risquées.
  - Le sécurisation d'un swap positionné en 4 D par un passage en taux fixe sans contrepartie financière.
- En 2022 : le contexte économique, géopolitique et sanitaire a eu un fort impact sur le niveau d'inflation, obligeant les banques centrales à augmenter leurs taux directeurs. Ces augmentations successives ont impacté le niveau de taux proposés par les banques pour les nouveaux emprunts, mais également sur les taux en vigueur pour notre encours de dette, ce qui explique la légère augmentation à hauteur de 0.07 % de notre taux moyen d'endettement pour cette année.
- L'année 2023 voit son taux moyen augmenter de 0,75 %, conséquence directe de l'augmentation des taux directeurs des banques centrales en 2023 et impactant de fait les taux variables de notre encours de dette.

#### **DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31 décembre 2023 (budget principal)**

• Au 31 décembre 2023, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf.	Type	Avec swaps		Total	
			Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte						
Dexia HC	309	Struct	1	2.037	1	2.037
CE HC	318	Struct	1	0.267	1	0.267
			<b>2</b>	<b>2.304</b>	<b>2</b>	<b>2.304</b>
Financements Complexes						
SFIL B1	325	Struct	1	1.992	1	1.992
<b>TOTAL</b>		struct	<b>1</b>	<b>1.992</b>	<b>1</b>	<b>1.992</b>

Deux produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 2,96 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 2,30 M€ entre fin 2014 et fin 2023.

Réf.	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2023
Ville		M€
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	2.037
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.267
	<b>TOTAL en EUR</b>	<b>2.304</b>

## STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PREVISIONNELLE au 31 décembre 2023

### Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.23		31.12.24	
	M€	%	M€	%
Fixe	53,18	68,37	47,86	62,89
Complexes	1,99	2,56	1,53	2,01
Hors Charte	2,30	2.96	1,64	2,16
Variable	17,75	22,82	19,74	25,94
Livret A	2,56	3.29	5,33	7,0
	<b>77,78</b>	<b>100</b>	<b>76,10</b>	<b>100</b>

Pour 2024 est essentiellement prévu un volume d'emprunts nouveaux pour le financement des investissements plafonné à 6.51 M€, de façon à poursuivre notre désendettement conformément aux objectifs que nous nous sommes fixés.

Sur cette base et celle d'un remboursement de 8,19 M€, en 2024 le désendettement serait de 1,68 M€, notre encours de dette brute s'établissant ainsi à 76,10 M€.